

Regards croisés : hier et demain

UNE INTERVIEW D'ELIE BARNAVI ET EMMANUEL NAVON PAR EDOUARD BRAINIS



Israël a 70 ans. Quelles sont selon vous les évolutions politiques et sociétales les plus marquantes depuis 1948 ?

E. BARNAVI Ce n'est pas le même pays. La créature chétive née du génocide et de la guerre est méconnaissable. Avec 8 millions d'habitants et une démographie dynamique, une économie diversifiée entraînée par un secteur de haute technologie parmi les plus performants de la planète, un remarquable niveau scientifique et culturel et une armée sans rivale dans la région, Israël a fait mieux que survivre en dépit des menaces qui ont toujours pesé sur lui ; il s'est mué au cours des décennies en un État puissant.

Ce faisant, il a muté. Au socialisme des origines s'est substitué à partir des années 1970 le libéralisme économique et sociétal, la société égalitaire de pionniers a fait place à l'individualisme, et le « modèle sabra », exalté dans la littérature de la génération de la guerre d'indépendance, dans la chanson populaire et dans les arts, a été battu en brèche par les revendications sociales et culturelles du « second Israël » des immigrants des pays du pourtour méditerranéen et de leurs descendants.

La traduction politique de ces évolutions fut le « renversement » de mai 1977, autrement dit la perte par la gauche travailliste de son hégémonie historique et l'accession au pouvoir du Likoud. Sauf de brèves parenthèses, ce dernier s'est maintenu aux affaires jusqu'à aujourd'hui.

E. NAVON L'évolution politique la plus marquante est qu'Israël soit restée une démocratie et que cette démocratie se soit renforcée avec le temps. La chose n'allait pas de soi pour un pays en guerre dont les premiers dirigeants venaient en majorité d'un pays sans traditions démocratiques (la Russie) et dont les immigrants étaient issus en grande partie de pays non-démocratiques (tels que l'Irak, le Yémen et le Maroc). Ben-Gourion n'était pas un grand démocrate, mais la proportionnelle intégrale (qu'il tenta, sans succès, de remplacer par un système majoritaire) l'obligea à tempérer. L'année 1977 constitua un tournant politique pas seulement du fait de la première défaite électorale du Mapaï (le parti de Ben-Gourion) après trois décennies au pouvoir, mais également parce que la presse et la

Cour suprême acculèrent pour la première fois un premier ministre (Yitzhak Rabin) à la démission. Les pouvoirs judiciaire et médiatique émergèrent alors comme de véritables contre-pouvoirs.

**La renaissance de l'hébreu,
le service militaire obligatoire et
le marché du travail produisent un
brassage social assez large.
L'état de guerre quasi-permanent
renforce la solidarité nationale.**

L'évolution sociétale la plus marquante est l'émergence d'une identité nationale cohérente en dépit de l'hétérogénéité de la société israélienne. La renaissance de l'hébreu, le service militaire obligatoire et le marché du travail produisent un brassage social assez large. L'état de guerre quasi-permanent renforce la solidarité nationale. Avec le temps, les divisions sociétales entre ashkénazes et séfarades, laïcs et religieux se sont partiellement estompées. Après l'assassinat d'Yitzhak Rabin en novembre 1995, les animosités réciproques étaient vives. Mais elles donnèrent également naissance à des initiatives de dialogue. C'est à cette époque que furent établies les premières académies pré-militaires dont beaucoup sont mixtes (religieuses et laïcs). Ces académies contribuent à l'émergence d'une nouvelle identité chez les jeunes Israéliens. Souvent, cette identité n'est ni strictement religieuse ni strictement laïque, mais elle a toujours pour dénominateur commun un sentiment d'appartenance nationale et de responsabilité sociale.

Les pays arabes n'ont toujours pas normalisé leurs relations avec Israël. Comment jugez-vous l'évolution de cette problématique depuis 1948 et comment analysez-vous la situation actuelle ?

E.BARNAVI Les pays arabes ne peuvent pas «normaliser» leurs relations avec Israël à défaut d'une solution au problème palestinien. Cependant, sur ce plan également, la situation a fortement évolué. La guerre des Six-Jours a sonné le glas au rêve arabe de détruire «l'entité sioniste». La guerre du Kippour a ouvert la voie à la paix avec l'Égypte, les accords d'Oslo, à la paix avec la Jordanie. Deux des principaux adversaires de l'État juif ainsi militairement neutralisés, vint le tour de l'Irak, mis hors-jeu par les deux guerres du Golfe, puis celui de la Syrie, emportée par la terrible guerre civile qui vient d'entrer en sa septième année et dont on n'aperçoit toujours pas la fin. En fait, le mal nommé Printemps arabe a libéré Israël de toute menace existentielle : il n'y a bonnement plus d'armée arabe, ou de coalition d'armées arabes capable de mettre en péril l'État juif.

Aux yeux du monde sunnite dit modéré, ce n'est plus l'État juif qui fait figure d'épouvantail, c'est l'Iran.

Il y a mieux. La polarisation à l'œuvre au sein du monde musulman entre sunnites entraînés par l'Arabie saoudite et chiites dont le chef de file est l'Iran, fait d'Israël un allié discret mais actif des premiers au détriment des seconds. Aux yeux du monde sunnite dit modéré, ce n'est plus l'État juif qui fait figure d'épouvantail, c'est l'Iran. Dans cette configuration nouvelle, les Palestiniens, divisés, mal gouvernés et sans alliés sinon de façade, font figure de dindons de la farce. S'ils rendent impossible la normalisation ouverte des relations avec Israël – une normalisation qui est sur la table depuis la publication en 2002 du plan de paix saoudien, mais dont le prix est précisément le règlement de la question palestinienne –, ils sont impuissants à en empêcher les effets pratiques : coopération sécuritaire, commerce, voire concertation diplomatique.

E.NAVON Israël a des accords de paix et des relations diplomatiques avec deux de ses voisins (l'Égypte et la Jordanie) et des relations informelles avec le Maroc, les Émirats arabes unis, Oman, et l'Arabie saoudite. L'émergence d'Israël comme exportateur de gaz naturel a renforcé ses relations avec l'Égypte et la Jordanie (deux pays qui ont signé avec Israël des contrats d'achat de gaz naturel). Le programme nucléaire iranien et l'étendue de la présence iranienne au Proche-Orient (en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen) créent une connivence tacite entre Israël, l'Arabie saoudite et les Émirats. ►

Quant aux pays arabes avec lesquels Israël est formellement en état de guerre (l'Irak, la Syrie, le Liban et la Libye), ils sont tous des États défailants en prise à la guerre civile et à l'implosion politique.

La résolution du conflit israélo-palestinien n'est pas une condition sine qua non de la normalisation, même partielle, entre Israël et le monde arabe.

En 1948, les pays arabes déclenchèrent une guerre contre Israël non pas pour venir en aide aux Palestiniens mais pour s'emparer des restes du Mandat britannique. Pour preuve : l'Égypte s'empara de ce qui devint la Bande de Gaza, et la Transjordanie de ce qui devint le Cisjordanie (aucun État palestinien ne fut établi dans ces territoires entre 1949 et 1967). En 1977, le Président égyptien Anouar Sadat déclara à la Knesset qu'il n'avait pas l'intention de signer une paix séparée au détriment des Palestiniens, mais c'est bien ce qu'il finit par faire en 1979. Les Palestiniens, autrement dit, n'ont jamais été au centre des préoccupations des dirigeants arabes, même si ceux-ci ne peuvent se permettre de l'admettre ouvertement. Cela ne signifie pas que la question palestinienne puisse et doit être oubliée. Mais la résolution du conflit israélo-palestinien (qui est à la fois souhaitable et improbable) n'est pas une condition sine qua non de la normalisation, même partielle, entre Israël et le monde arabe.

Quels sont les grands défis pour Israël dans la prochaine décennie ?

E.BARNAVI Du plus léger au plus lourd : l'économie, l'intégration sociale, l'identité culturelle, le problème palestinien. Tous ces « défis » étant, bien entendu, étroitement imbriqués.

Si les fondamentaux – emploi, croissance, monnaie, déficits – sont bons, le tableau est faussé par la place disproportionnée qu'occupe le high-tech dans l'économie israélienne. Car si, grâce aux hautes technologies, Israël a brillamment négocié le virage de la mondialisation, dans les secteurs traditionnels, en revanche, la productivité est inférieure aux normes en vigueur dans les pays de l'OCDE, club dont Israël est membre. Cela est également le cas pour l'accès au marché du travail. Que ce soit par choix de vie (ultra-orthodoxes mâles), par tradition (femmes bédouines), et, dans tous les cas de figure, par manque de formation adéquate, des populations entières ne travaillent pas, ou peu. Surtout, l'économie souffre d'un excès de concentration, et donc d'un défaut de compétitivité qui fait d'Israël l'un des pays les plus chers au monde. La structure de l'économie se présente comme une combinaison de pratiques monopolistiques et d'ultra-libéralisme.

Avec l'ethos individualiste que j'évoquais tantôt, cela rend compte d'un des défis majeurs du pays : en deux générations, Israël a troqué la société la plus égalitaire contre la société la plus inégalitaire du monde démocratique après les États-Unis. Dans tous les domaines – salaires, logement, santé, éducation – l'écart entre ce qu'on appelle ici le « centre » et la « périphérie » n'a pas cessé de se creuser. Cela est d'autant plus dangereux que le clivage socio-économique classique recoupe en Israël d'autres divisions, ethniques et culturelles celles-ci : Ashkénazes/Orientaux, Juifs/Arabes, religieux/séculiers.

Israël a suivi l'évolution de l'ensemble des sociétés démocratiques libérales, toutes peu ou prou victimes d'une dilution de l'identité collective en une myriade d'identités particulières revendicatrices.

Troisième « défi » donc, l'identité culturelle. En effet, la société intégrée de jadis a fait place à une mosaïque de « tribus ». En un sens, Israël a suivi l'évolution de l'ensemble des sociétés démocratiques libérales, toutes peu ou prou victimes d'une dilution de l'identité collective en une myriade d'identités particulières revendicatrices. Si ce n'est qu'en Israël, cette scissiparité coexiste avec une question fondamentale, qui porte sur l'essence même de la nation. Qu'est-ce donc qu'Israël ? Un État-nation démocratique « comme les autres », fondé sur la souveraineté populaire et l'état de droit ? Ou une communauté de croyants soumise à la Torah ? Cette querelle n'a rien de théorique. Explicite ou sous-jacente, elle est tapie derrière maints projets de loi, elle sous-tend les programmes des partis politiques, elle imprègne le débat public. De la manière dont elle sera vidée dépendra le visage de l'État juif de demain.

Or, sa solution dépend de la manière dont l'État d'Israël saura se défaire de la lourde

hypothèque palestinienne. La terminologie, déjà, détermine la place du citoyen sur l'échiquier politique : Judée-Samarie d'un côté, Territoires occupés de l'autre. Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans ce débat interminable. Qu'il me suffise de dire que la question des Territoires a fini par pénétrer tous les recoins de la vie publique du pays. Elle est à l'origine de la montée en force de la religion dans la législation, dans l'éducation nationale, dans l'armée. Elle provoque la polarisation idéologique croissante entre « droite » et « gauche » – termes qui revêtent ici une signification particulière, liée précisément à l'idée qu'on se fait de la solution du problème palestinien. C'est, à n'en point douter, le quatrième et plus lourd « défi » que l'État juif doit relever.

Au moment de célébrer le 70^e anniversaire de l'État juif, mieux vaut se rappeler ce qui va plutôt que ce qui ne va pas. Après tout, que l'on considère les conditions désespérées de sa venue au monde comme ses réalisations, l'expérience nationale israélienne est unique. Des traits d'union puissants, culturels et idéologiques, existent qui font de ladite mosaïque des « tribus » une nation, et le dynamisme indéniable de la société israélienne est producteur de progrès. Malgré la guerre permanente, les tensions communautaires, la corruption de la classe politique, la démocratie israélienne tient bon. Le citoyen impatient ne s'en aperçoit pas nécessairement, et c'est normal. Une fois l'an, il est bon qu'il prenne un peu de hauteur.

E.NAVON *J'en vois trois sur le plan intérieur et trois sur le plan extérieur.*

Sur le plan intérieur, les trois priorités sont : (a) l'intégration des Israéliens arabes et ultra-orthodoxes dans le marché du travail ; (b) l'adoption d'une constitution ou de lois constitutionnelles pour définir et régulariser la séparation des pouvoirs ; (c) l'ouverture de l'économie à une véritable concurrence pour mettre fin aux monopoles et oligopoles artificiels qui sont la cause de la vie chère.

L'économie israélienne est un succès mondialement reconnu, avec une technologie de pointe, une forte croissance, et un quasi plein-emploi. Mais le coût de la

vie est déraisonnablement élevé pour les classes moyennes, en particulier à cause de la structure quasi-monopolistique des marchés de l'immobilier et de l'alimentaire. Malheureusement, Benjamin Netanyahu a plus fait pour la libéralisation de l'économie israélienne pendant ses deux années comme ministre des finances (2003-2005) que pendant sa décennie comme premier ministre (depuis 2009). Par ailleurs, le faible taux de participation des populations arabe et ultra-orthodoxe dans le marché du travail constitue un obstacle tant à la cohésion sociale qu'à la réalisation du plein potentiel de l'économie israélienne.

Il est temps qu'Israël se dote d'une constitution (ou, à défaut, de lois constitutionnelles) pour définir et régulariser la séparation des pouvoirs.

Sur le plan juridique et politique, il est temps qu'Israël se dote d'une constitution (ou, à défaut, de lois constitutionnelles) pour définir et régulariser la séparation des pouvoirs. L'indépendance du pouvoir judiciaire n'est pas négociable, mais le vide constitutionnel dans lequel s'est immiscée la "révolution judiciaire" d'Aharon Barak dans les années 1990 a créé un déséquilibre institutionnel. Il est temps de définir clairement les "règles du jeu" et les lignes de démarcation de la séparation des pouvoirs, sur la base d'un débat démocratique et d'un accord social large.

Sur le plan extérieur, les trois priorités sont : (a) le désamorçage progressif de l'imbroglie israélo-palestinien ; (b) la pacification des relations entre Israël et la Diaspora juive américaine ; (c) le changement de tendance dans les votes de l'ONU grâce au renforcement de la stature internationale d'Israël. ▶